

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2003 — 3032

[C — 2003/29381]

3 AVRIL 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités de fonctionnement des jurys constitués en application de l'article 24 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection et modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juillet 2002 organisant les formations des diverses sessions relatives aux fonctions de promotion et de sélection visées aux articles 19, 20 et 21, accordant des dispenses et organisant les épreuves sanctionnant les formations, en application des articles 23, 24 et 25 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection et constituant les différents jurys chargés de délivrer les brevets y afférents

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection, notamment les articles 23 et 24;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juillet 2002 organisant les formations des diverses sessions relatives aux fonctions de promotion et de sélection visées aux articles 19, 20 et 21, accordant des dispenses et organisant les épreuves sanctionnant les formations, en application des articles 23, 24 et 25 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection et constituant les différents jurys chargés de délivrer les brevets y afférents;

Vu la proposition de la Commission permanente de la promotion et de la sélection;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3 février 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 février 2003;

Vu l'avis du Comité supérieur de concertation du secteur IX, donné le 20 février 2003;

Vu la délibération du Gouvernement du 6 février 2003 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 34.951/2 du Conseil d'Etat, donné le 20 mars 2003 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports, du Ministre de l'Enfance, chargé de l'enseignement fondamental, de l'accueil et des missions confiées à l'O.N.E., du Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial et de la Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Les candidats sont convoqués à l'épreuve par lettre recommandée au moins 8 jours avant la date de l'épreuve. Sont seuls convoqués les candidats qui remplissent la condition d'assiduité tel que précisé par l'arrêté du Gouvernement du 18 juillet 2002 organisant les formations des diverses sessions relatives aux fonctions de promotion et de sélection visées aux articles 19, 20 et 21, accordant des dispenses et organisant les épreuves sanctionnant les formations, en application des articles 23, 24 et 25 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection et constituant les différents jurys chargés de délivrer les brevets y afférents.

Les candidats sont appelés dans l'ordre déterminé par le président du jury.

Les candidats absents sont exclus.

Art. 2. Les jurys ne peuvent siéger que si deux tiers au moins de leurs membres sont présents.

Un membre d'un jury ne peut siéger lorsque le candidat est soit son conjoint soit un parent ou allié jusqu'au quatrième degré inclus.

Art. 3. En cas d'absence du président, la présidence est assurée par un membre du jury désigné par ses pairs. Il ne peut s'agir d'un membre visé à l'article 24, alinéa 3, 3°, du décret du 4 janvier 1999 précité.

Art. 4. Le jury s'assure que le candidat possède les aptitudes relationnelles, pédagogiques et administratives tel que précisé dans l'arrêté du Gouvernement du 18 juillet 2002 précité.

A cette fin, les membres du jury disposent de toute la documentation qui a été communiquée aux candidats.

Art. 5. Les décisions d'un jury d'admettre ou de refuser un candidat sont prises à la majorité des membres présents. En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante.

Les décisions indiquent les motifs qui ont conduit le jury à admettre ou refuser les candidatures et sont communiquées au Directeur général des personnels de l'enseignement de la Communauté française qui les notifie par recommandé aux candidats.

Les membres du jury sont tenus à la plus grande discrétion quant au déroulement et à la teneur des délibérations.

Art. 6. Lorsque l'épreuve est écrite :

1° le candidat qui trouble l'ordre, fraude ou tente de frauder, est exclu;

2° les candidats ne peuvent, sous peine d'exclusion immédiate, communiquer entre eux ou avec l'extérieur, ni consulter des notes ou des livres, à l'exclusion de la documentation autorisée. Ils ne peuvent faire usage que du papier mis à leur disposition;

3° un candidat ne peut quitter la salle sans avoir remis tous les documents mis à sa disposition au surveillant désigné à cet effet, sauf mention contraire;

4° il n'est pas tenu compte des brouillons lors de la correction;

5° un cachet est apposé sur le travail du candidat et sur la lettre de convocation.

Art. 7. L'article 2 de l'arrêté du 18 juillet 2002 organisant les formations des diverses sessions relatives aux fonctions de promotion et de sélection visées aux articles 19, 20 et 21, accordant des dispenses et organisant les épreuves sanctionnant les formations, en application des articles 23, 24 et 25 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection et constituant les différents jurys chargés de délivrer les brevets y afférents est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. La première session de la formation visée à l'article 20 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection est répartie en 3 modules de 4 jours chacun. Ils sont organisés en commun pour l'ensemble des fonctions visées par l'article 20 du décret précité.

Le premier module a pour objet :

1° la communication interne et externe qui comprend :

a) l'identification de ses pratiques d'information et de communication personnelles;

b) la différenciation des notions de communication et d'information dans un système;

c) l'identification de certains modes de communication interne propre à l'organisation;

2° la prise de parole en public qui consiste à s'entraîner à la prise de parole et à en mesurer l'impact;

3° la conduite et la motivation des groupes qui comprend :

a) la compréhension du mécanisme de la motivation;

b) la maîtrise de l'art de communiquer.

Le second module a pour objet :

1° la prise de décision qui comprend :

a) la compréhension des modes de prise de décisions;

b) l'exercice à utiliser les processus de prise de décisions comme moyens d'actions adaptés;

2° la gestion des conflits qui comprend :

a) la distinction entre les niveaux et les types de conflits;

b) l'identification de ses modes d'actions en situations conflictuelles;

c) la découverte et l'expérimentation d'autres modes de réaction.

Le troisième module a pour objet :

1° l'animation du Conseil de participation et en particulier la mise en place d'une participation démocratique;

2° l'intégration de l'action éducative des partenaires extérieurs à l'école, en particulier du monde de l'entreprise;

3° l'acquisition d'une méthode d'évaluation de sa propre action.

La formation a une durée totale de 12 jours de 6 à 8 heures. Elle est organisée, en priorité, les week-ends et lors des congés de détente et des vacances scolaires. »

Art. 8. A l'article 9, 4° de l'arrêté du 18 juillet 2002 précité, les termes « aptitudes pédagogiques » sont remplacés par « aptitudes administratives ».

Art. 9. Les Ministres ayant l'enseignement et les statuts des membres du personnel de l'enseignement dans leurs attributions sont chargés, chacun pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 15 février 2003.

Bruxelles, le 3 avril 2003.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 3032

[C — 2003/29381]

3 APRIL 2003. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels voor de werking van de examencommissies samengesteld in uitvoering van artikel 24 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten en tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 juli 2002 houdende organisatie van de vormingen van de verscheidene sessies betreffende de in de artikelen 19, 20 en 21 bedoelde bevorderings- en selectieambten, tot toekenning van vrijstellingen en tot organisatie van de proeven die de vormingen bekrachtigen, bij toepassing van de artikelen 23, 24 en 25 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten en tot oprichting van de verschillende examencommissies belast met het uitreiken van de betrokken brevetten

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten, inzonderheid op de artikelen 23 en 24;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 juli 2002 houdende organisatie van de vormingen van de verscheidene sessies betreffende de in de artikelen 19, 20 en 21 bedoelde bevorderings- en selectieambten, tot toekenning van vrijstellingen en tot organisatie van de proeven die de vormingen bekrachtigen, bij toepassing van de artikelen 23, 24 en 25 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten en tot oprichting van de verschillende examencommissies belast met het uitreiken van de betrokken brevetten;

Gelet op de voordracht van de Bestendige commissie voor bevordering en selectie;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 3 februari 2003;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 6 februari 2003;

Gelet op het advies het Hoger overlegcomité van sector IX, gegeven op 20 februari 2003;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 6 februari 2003 omtrent de aanvraag om advies te verlenen door de Raad van State binnen een termijn van hoogstens één maand;

Gelet op het advies 34.951/2 van de Raad van State, gegeven op 20 maart 2003, met toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugd en Sport, van de Minister van Kinderwelzijn, belast met het basisonderwijs, de opvang en de opdrachten toegewezen aan de ONE, van de Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs en van de Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De kandidaten worden opgeroepen per aangetekende brief minstens acht dagen vóór de proef. Worden enkel opgeroepen de kandidaten die aan de voorwaarde voldoen inzake regelmatig schoolbezoek zoals bedoeld bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 juli 2002 houdende organisatie van de vormingen van de verscheidene sessies betreffende de in de artikelen 19, 20 en 21 bedoelde bevorderings- en selectieambten, tot toekenning van vrijstellingen en tot organisatie van de proeven die de vormingen bekrachtigen, bij toepassing van de artikelen 23, 24 en 25 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten en tot oprichting van de verschillende examencommissies belast met het uitreiken van de betrokken brevetten.

De kandidaten worden opgeroepen in de door de voorzitter van de examencommissie bepaalde orde.

De afwezige kandidaten worden uitgesloten.

Art. 2. De examencommissie kan enkel zetelen indien minstens twee derde van haar leden aanwezig zijn.

Mag niet zetelen een lid van de examencommissie van wie ofwel de echtgenoot ofwel een bloed- of aanverwante tot de vierde graad inbegrepen kandidaat is.

Art. 3. In afwezigheid van de voorzitter, wordt het voorzitterschap waargenomen door een lid van de examencommissie aangesteld door zijn gelijken. Het kan in geval gaan om een lid bedoeld bij artikel 24, lid 3, 3°, van het voornoemd decreet van 4 januari 1999.

Art. 4. De examencommissie vergewist zich ervan dat de kandidaat over de nodige bekwaamheden inzake relaties, pedagogie en bestuur beschikt zoals die bepaald zijn in het voornoemd besluit van de Regering van 18 juli 2002.

Te dien einde, beschikken de leden van de examencommissie over al de documentatie die aan de kandidaten werd medegedeeld.

Art. 5. De beslissingen van een examencommissie tot goedkeuring of weigering van een kandidaat worden genomen bij de meerderheid van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

De beslissingen vermelden de redenen waarom de examencommissie kandidaatstellingen heeft goedgekeurd of geweigerd en worden medegedeeld aan de Directeur-generaal van het personeel van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, die er kennis van geeft aan de kandidaten per aangetekende brief.

De leden van de examencommissie worden tot de grootste discretie gehouden inzake verloop en inhoud van de beraadslaging.

Art. 6. Wanneer de proef schriftelijk gebeurt :

1° wordt de kandidaat die de orde verstoort, die fraudeert of die probeert te frauderen, uitgesloten;

2° mogen de kandidaten, op straffe van onmiddellijke uitsluiting, noch met elkaar of met iemand buiten communiceren, noch nota's of boeken raadplegen, met uitsluiting van de toegestane documentatie. Ze kunnen geen ander papier gebruiken dan hetgeen dat hun ter beschikking wordt gesteld;

3° mag een kandidaat enkel de zaal verlaten als hij alle documenten hem ter beschikking gesteld, ingediend heeft bij de te dien einde aangewezen opzichter, behoudens andersluidende bepaling;

4° er wordt geen rekening gehouden met het klad bij de verbetering;

5° er wordt een stempel aangebracht op het werk van de kandidaat en op diens oproepingsbrief.

Art. 7. Artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 juli 2002 houdende organisatie van de vormingen van de verscheidene sessies betreffende de in de artikelen 19, 20 en 21 bedoelde bevorderings- en selectieambten, tot toekenning van vrijstellingen en tot organisatie van de proeven die de vormingen bekrachtigen, bij toepassing van de artikelen 23, 24 en 25 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten en tot oprichting van de verschillende examencommissies belast met het uitreiken van de betrokken brevetten, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 2. De eerste vormingssessie bedoeld bij artikel 20 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten wordt verdeeld over drie modules van elk vier dagen. Zij worden gezamenlijk georganiseerd voor het geheel van de ambten bedoeld in artikel 20 van het voornoemde decreet.

De eerste module heeft tot doel :

1° de interne en externe communicatie bestaande uit :

- a) het identificeren van de persoonlijke informatie- en communicatiepraktijken;
- b) het differentiëren van de begrippen communicatie en informatie binnen een systeem;
- c) het identificeren van sommige interne communicatiewijzen eigen aan de organisatie;

2° in het openbaar het woord te voeren dat bestaat in het oefenen van het woord te voeren en de gevolgen ervan te evalueren;

3° de leiding en de motivatie van de groepen bestaande uit :

- a) het verstaan van de motivatiemechanismen;
- b) het beheersen van de communicatiekunst.

De tweede module heeft tot doel :

1° de besluitvorming bestaande uit :

- a) het verstaan van de wijzen van besluitvorming;
- b) het oefenen voor het gebruiken van besluitvormingsprocessen als aangepaste actiemiddelen;

2° het beheersen van de conflicten bestaande uit :

- a) het onderscheid tussen de niveaus en types conflicten;
- b) de identificatie van zijn actiewijzen in conflictgevallen;
- c) de ontdekking van en het experimenteren met andere reactiewijzen.

De derde module heeft tot doel :

1° het animeren van de Participatieraad en, meer specifiek, het uitwerken van een democratische participatie;

2° het integreren van de educatieve actie van de partners buiten de school, meer specifiek uit de wereld van de onderneming;

3° het verwerven van een evaluatiemethode voor zijn eigen actie.

van het bedrijfsleven;

De vorming duurt in totaal twaalf dagen van 6 tot 8 uur. De vorming wordt prioritair 's weekends en tijdens de ontspanningsverlofdagen en de schoolvakantie georganiseerd. »

Art. 8. In artikel 9, 4° van het voornoemde besluit van 18 juli 2002 worden de woorden "pedagogische vaardigheden" vervangen door de woorden "administratieve vaardigheden".

Art. 9. De Ministers tot wier bevoegdheden het onderwijs en de statuten van de personeelsleden van het onderwijs behoren, zijn belast, iedere wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 15 februari 2003.

Brussel, 3 april 2003.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugd en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang
en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS